Le FMI se prépare à renforcer son soutien à la zone euro

18/10/2011 à 8h00

Le FMI étudie des pistes pour aider la zone euro. Un nouvel instrument est à l'étude pour aider les pays en difficulté, notamment l'Italie et l'Espagne. L'Asie et les émergents négocient leur participation.

« *Ce ne sera pas le bazooka, mais le FMI va certainement mettre de nouveaux moyens sur la table pour lutter contre la crise de la zone euro* », assurait, la semaine dernière, un intervenant de marché. La situation est d'autant plus urgente que les ministres des Finances du G20, réunis à Paris ce week-end, s'inquiètent des ressources disponibles au niveau du FMI et du FESF pour contrer une aggravation de la crise en Europe.

> ***« Nous avons appelé le FMI à continuer d'étudier de nouvelles modalités, s'appuyant sur les instruments et les facilités existantes, de provision au cas par cas de liquidité à court terme aux pays confrontés à des chocs exogènes, y compris systémiques, et avons invité le FMI à élaborer des propositions concrètes en prévision du sommet de Cannes », stipule leur communiqué.***

L'inquiétude est d'autant plus palpable qu'à l'issue de leur réunion, les ministres des Finances du G20 ont mandaté le Fonds monétaire international pour qu'il réfléchisse à de nouveaux instruments. Comme l'a rappelé la directrice du FMI, ce week-end, le Fonds a « *tout un éventail d'options à sa disposition* ». En particulier la « *ligne de crédit modulable* », une nouvelle facilité de prêt créée en mars 2009.

Elle est destinée à aider un pays dont la politique économique

est jugée robuste et fiable, mais qui est « *touché par les répercussions mondiales d'une crise économique* », et rencontre « *des difficultés d'accès* » aux marchés. À ce jour, le Mexique, la Pologne et la Colombie ont fait appel à cet instrument. En Europe, l'Italie et l'Espagne, menacées toutes deux d'une contagion, pourraient se voir offrir une telle facilité. Mais pas seulement. Chypre, dont l'économie est très liée à la Grèce, pourrait être candidate.

Ce type d'instrument « *est particulièrement utile pour prévenir les crises* », souligne le FMI, tout en précisant que « *les déboursements ne sont pas liés à l'accomplissement de certains objectifs* ». « *Au vu des critères d'éligibilité, il est un peu difficile de justifier que l'Italie bénéficie de cet instrument* », estime Jacques Cailloux, chez RBS. Ce que confirme un haut fonctionnaire français : « *Il est sans doute déjà trop tard pour l'Italie.* » « *L'Espagne est plus qualifiée pour accéder à cette ligne de crédit, poursuit Jacques Cailloux. Mais, dans la mesure où la fièvre s'est calmée sur ce pays, est-il bien utile de réveiller les craintes avec l'octroi d'une telle ligne ?* » s'interroge ce haut fonctionnaire.

Ressources insuffisantes

Un autre instrument du FMI existe, et pourrait être utilisé par l'Italie et l'Espagne d'après Stephen Jen, ancien économiste au FMI : la « *ligne de crédit de précaution* » (PCL) qui est, elle, plafonnée de telle sorte qu'un pays bénéficie au maximum de 1.000 % de son quota au FMI. « *L'Italie pourrait obtenir 92 milliards d'euros, l'Espagne 46 milliards* », estime Stephen Jen.

Tout ceci pose la question des moyens du FMI. « *Ses ressources actuelles ne permettent pas de satisfaire et l'Italie et l'Espagne. À cela s'ajoute le fait que si la crise s'étend, d'autres pays, non européens ceux-ci, pourraient aussi avoir besoin de lignes de crédit* », explique ce haut fonctionnaire.

L’augmentation des ressources du FMI, au-delà de 1.000 milliards de dollars, décidée au sommet du G20 de Londres en avril 2009, ne suffira pas puisqu’il ne reste plus qu’environ 380 milliards de dollars mobilisables.

Dans la mesure où les États-Unis et l’Europe n’ont plus de marges de manoeuvre, tous les yeux se tournent donc vers l’Asie, notamment la Chine, et le Brésil. Négociations et marchandages sont en cours. À ce jour, cependant, Chinois et Brésiliens attendent de voir le résultat du Conseil européen du 23 octobre qui finalisera le paquet européen pour résoudre la crise actuelle. Ce n’est qu’une fois ces modalités connues que le FMI pourra entrer dans la danse à son tour. Mais, pas avant le sommet du G20 à Cannes, les 3 et 4 novembre.

Les Échos